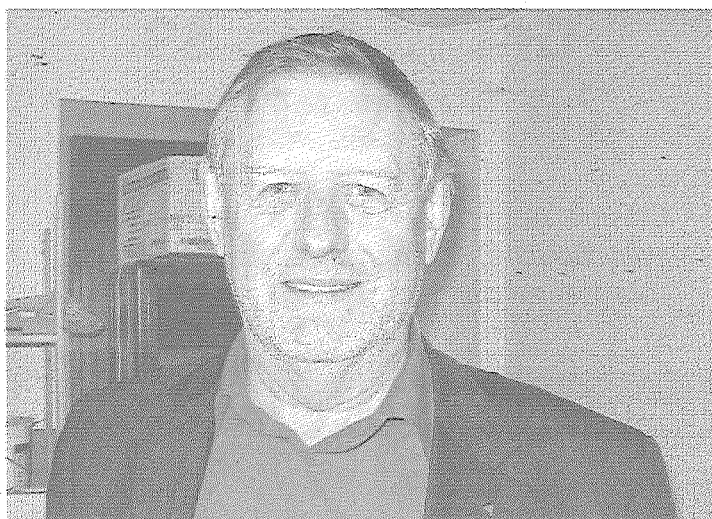


SAINT-HUBERT/AÉRODROME

Ledent fait un pas de côté

Il quitte la présidence



Daniel Ledent.

D.R.

Daniel Ledent se dit « pessimiste en ce qui concerne l'aérodrome ».

Il a présidé, vendredi, son dernier conseil d'administration de la société de gestion de l'aérodrome de St-Hubert. Daniel Ledent (PS) rend son tablier, dans un contexte difficile : « *Le climat autour du site n'est pas positif. C'est dommage car depuis la reprise par IDELux, un formidable travail a été effectué. Comme d'autres, je suis découragé* », souligne-t-il. En deux mots, le recours devant le conseil d'Etat de certains utilisateurs contre le permis d'urbanisme a plombé le projet de redéploiement. Le 7 juin, l'intercommunale risque de se retirer du jeu. Un plan de sortie est sur la table.

« *Notre bilan est bon* », assure Daniel Ledent. « *De nouvelles activités ont été lancées et les mouvements aériens sont passés de 27.350 en 2010 à 48.253 en 2012.* » Aujourd'hui, tout est à l'arrêt. « *Les opposants doivent retirer leurs réclamations. La Région wallonne injecte, sous différentes formes, sept à huit millions de*

subsidés pour permettre à l'aérodrome de décoller. Ces aides, nous risquons de les perdre et il serait étonnant de voir le gouvernement wallon s'investir davantage », prévient-il. Le socialiste rappelle également qu'un aérodrome comme celui de St-Hubert coûte 800.000 euros par an. « *Les réclameurs doivent le savoir ! Ont-ils des solutions, si tout le projet de développement tombe à l'eau ?* », s'interroge-t-il. « *Moi, je suis pessimiste et ce serait vraiment une occasion manquée pour St-Hubert et toute la région. Cet outil a un potentiel important... si on laisse faire IDELux !* » Lors du conseil d'administration de ce vendredi, le bourgmestre Jean-Luc Henneaux (Cap 2012) a été invité. Il le répète depuis plusieurs semaines : les autorités locales ont pleinement joué leur rôle, notamment en intervenant dans le déficit d'exploitation à hauteur de 50.000 euros par an. La commune a par ailleurs un droit de regard accru sur la gestion du site depuis vendredi : le conseil d'administration a décidé d'accorder un poste d'observateur. ■

NICOLAS DRUEZ